

diatement le chancelier de la Confédération du Nord.

« C'est Paris, lui dis-je, que vous nous demandez : car nous refusons le ravitaillement pendant l'armistice, c'est nous prendre un mois de notre résistance ; exiger de nous un ou plusieurs de nos forts, c'est nous demander nos remparts. C'est, en fait, demander Paris, puisque nous vous donnerions le moyen de l'affamer ou de le bombarder. En traitant avec nous d'un armistice, vous ne pouviez jamais supposer que la condition serait de vous abandonner Paris même, Paris notre force suprême, notre grande espérance, et pour vous la grosse difficulté, qu'après cinquante jours de siège, vous n'avez encore pu surmonter. »

Arrivés à ce point, nous ne pouvions plus continuer.

Je fis remarquer à M. le comte de Bismarck qu'il était facile de s'apercevoir qu'à ce moment l'esprit militaire prévalait, dans les résolutions de la Prusse, sur l'esprit politique qui avait dernièrement conseillé la paix et tout ce qui pouvait y conduire ; je demandai alors au comte de Bismarck de faciliter encore une fois de plus mon voyage aux avant-postes, afin de me consulter sur la situation avec M. Jules Favre ; il y consentit avec cette courtoisie que j'ai toujours rencontrée en lui en ce qui concerne les relations personnelles.

En prenant congé de moi, le comte de Bismarck m'a chargé de déclarer au gouvernement français que, si le gouvernement avait le désir de faire les élections sans armistice, il permettrait qu'on les fit avec une parfaite liberté dans tous les lieux occupés par les armées prussiennes, et qu'il faciliterait toute communication entre Paris et Tours pour toutes choses qui auraient rapport aux élections.

J'ai conservé le souvenir de cette déclaration dans mon esprit. Le lendemain, 5 novembre, je me dirigeai vers les avant-postes français ; je les traversai afin de conférer avec M. Jules Favre dans une maison abandonnée ; je lui ai fait un exposé complet de toute la situation, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, lui donnant jusqu'au lendemain pour m'envoyer la réponse of-

ficielle du gouvernement, et lui indiquant le moyen de me la faire parvenir à Versailles. Je la reçus le jour suivant, dimanche 6 novembre. On m'y ordonnait de rompre les négociations sur la question du ravitaillement, de quitter immédiatement le quartier général prussien, et de me rendre à Tours, si j'y consentais, à la disposition du gouvernement, en cas que mon intervention pût être utile dans les négociations futures.

Je communiquai cette résolution au comte de Bismarck, et je lui répétai que je ne pouvais abandonner ni la question des subsistances, ni aucune des défenses de Paris, et que je regrettais amèrement de n'avoir pu conclure un arrangement qui pourrait avoir été un premier pas pour la paix.

Tel est le compte rendu fidèle des négociations, que j'adresse aux quatre puissances neutres qui ont eu la louable intention de désirer et de proposer une suspension d'armes qui nous aurait rapprochés du moment où toute l'Europe aurait respiré de nouveau, aurait repris les travaux de la civilisation, et aurait cessé de se laisser aller à un sommeil sans cesse troublé par la frayeur que quelque accident lamentable ne surgisse et n'étende la conflagration de la guerre sur tout le continent.

Il appartient maintenant aux puissances neutres de juger si une attention suffisante a été donnée à leur conseil ; je suis sûr que ce n'est pas à nous qu'on peut faire le reproche de ne l'avoir pas estimé aussi haut qu'il le méritait. Après tout, nous les faisons juges des deux puissances belligérantes ; et, pour ma part, comme homme et comme Français, je les remercie de l'appui qu'elles m'ont accordé dans mes efforts pour rendre à mon pays les bienfaits de la paix, de la paix qu'il a perdue, non par sa faute, mais par celle d'un gouvernement dont l'existence a été la seule erreur de la France : car c'a été une grande et irréparable erreur pour la France que de s'être choisi un pareil gouvernement, et de lui avoir, sans contrôle, confié ses destinées.

Recevez, monsieur l'ambassadeur, etc.

Signé : A. THIERS.

CHAPITRE IX

LA VICTOIRE DE COULMIERS

État de la province avant l'arrivée de Gambetta. — Arrivée de Gambetta à Tours. — Son influence sur la réorganisation militaire. — Fabrication des armes et des munitions. — Garibaldi en France. — Proclamation de Gambetta après la capitulation de Metz. — La levée en masse et la mobilisation. — Formation de l'armée de la Loire. — Le général d'Aureilles de Paladines. — Premiers engagements sous Orléans. — La bataille de Coulmiers. — Les Prussiens évacuent Orléans. — La France relevée. — Inaction après Coulmiers. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Pour expliquer comment une armée française en quelque sorte improvisée, et composée de troupes peu aguerries, réussit à vaincre l'armée que commandait le général von der Tann, il faut remonter jusqu'à l'organisation même de la défense nationale en province. Les gens qui ont intérêt à faire croire au pays que la République est responsable de la plus grande partie de nos maux ont, depuis un an, tant de fois accusé et calomnié ceux qui ont, même en désespérés, continué la résistance, qu'il est bon, qu'il est utile et patriotique de rechercher sur quels fondements reposent leurs accusations. Sans doute, beaucoup de fautes furent commises, et, fidèle à notre programme, nous ne les taisons pas. Mais de quelles consolations morales la patrie n'est-elle point redevable à ceux qui, prenant en main son épée brisée, surent la retremper, pour ainsi dire, et la rendre redoutable encore à l'étranger ! Oui, si la France vaincue a le droit de relever encore le front et de garder sa fierté, elle le doit aux hommes qui, lorsque tout était perdu, crurent fermement et firent croire un moment à la France et au monde que tout pouvait être sauvé. Sans doute, après l'anéantissement des armées impériales, la nation, désarmée, pouvait difficilement triompher d'un ennemi supérieur en nombre, admirablement commandé, admirablement outillé surtout et rendu sûr de lui-même par des succès inespérés pour lui. Mais fallait-il donc s'humilier devant ce vainqueur, et accepter, au lendemain de Sedan, ses conditions, qui étaient déjà, — quoi qu'on en ait dit, — l'abandon de deux provinces françaises ?

Non, certes, non, et cela est si vrai que les plus acharnés adversaires de la défense s'y prêtèrent alors, après septembre, avec une docilité qui n'a d'égale que leur rancune irritée d'aujourd'hui. La

tâche entreprise par la République improvisée était malheureusement disproportionnée avec les ressources dont elle pouvait disposer. L'humble bon sens dira que si la France n'était pas préparée à la guerre en juillet, elle l'était bien moins encore en septembre. L'empire la laissait sans ressources, à la merci de l'ennemi. Pour résister, il fallait tout inventer, tout créer, tout improviser. Lorsque, le 16 septembre, la délégation du gouvernement arriva à Tours, il n'existait plus, dit M. de Freycinet dans son livre, *la Guerre en province*, un seul régiment d'infanterie ni de cavalerie ; point d'artillerie ; on ne comptait, à ce moment, — le croira-t-on ? — dans toute la France, que six pièces prêtes à entrer en ligne ; « les autres manquaient de leurs attelages, de leur personnel et beaucoup de leurs affûts. » Et cependant un mois après une armée nouvelle pouvait résister, comme nous l'avons vu, devant Orléans. La délégation de Tours ne s'était pourtant pas distinguée par son activité et son énergie. Un témoin de l'installation de ces vieillards dans la ville de Tours, M. Armand Rivière (1), nous a montré combien peu de prestige avaient les triumvirs Glais-Bizoin, Crémieux et l'amiral Fourichon, honnêtes gens écrasés sous leur tâche. Le pays demeurait paisible sous leur administration pacifique, et on ne sentait, dans les affaires, aucune impulsion, aucune direction mâle. Il fallut l'arrivée soudaine de Gambetta pour donner de l'énergie à cette délégation, qui semblait assister en spectatrice à l'invasion du pays.

La France aime à la fois l'audace et le romantique. Elle a payé cher plus d'une fois ce goût par-

(1) Voyez son livre : *Le gouvernement de la défense nationale à Tours*.

ticulier pour les aventures. Le départ de M. Gambetta dans le ballon l'*Armand-Barbès*, les péripéties de son voyage étaient faits pour surexciter la fibre française. Nous avons dit ailleurs, dans notre livre la *Guerre nationale*, comment par trois fois, au passage des lignes ennemies, de rudes fusillades avaient été dirigées sur le ballon qui portait M. Gambetta. A Argenteuil, où la première eut lieu, le ballon, autour duquel sifflaient les balles, ne se trouva guère à plus de quatre ou cinq cents mètres de hauteur. Une fois même l'aéronaute, tout près de Pontoise, avait laissé son ballon toucher terre. On était en plein pays envahi. A Clermont (Oise), le ballon s'était trouvé à 150 mètres seulement au-dessus d'un campement allemand. Heureusement les fusils étaient aux faisceaux; les voyageurs n'avaient essuyé que le coup de fusil égaré d'une sentinelle.

Lorsque la France apprit que « Gambetta était arrivé », ce fut un frisson de confiance et d'ardeur par tout le pays. Le jeune tribun, venu de Paris, et que M. Delescluze appelait le *fin Génois*, l'accusant de fuir la ville envahie, apportait à la patrie son ardeur, sa jeunesse, son audace et sa foi. La France en avait besoin. Encore quelques jours, et elle allait se trouver réduite à quelques places fortes et à quelques restes d'armée. Les forteresses assiégées et prises étaient : Strasbourg, Toul, Schelestadt et Wissembourg.

Allaient capituler ou avaient capitulé : Metz, Marsal, Sedan, Laon, Vitry-le-François et Soissons.

Étaient assiégés et n'avaient pas capitulé : Paris, Phalsbourg, Mézières, Thionville, Bitche, Montmédy, Verdun et Neuf-Brisach.

Longwy, Carignan et Langres étaient, non pas assiégés, mais cernés.

Belfort était libre encore, ainsi que Lille, Givet, Besançon, Grenoble et Maubeuge.

L'armée de la Loire, battue à Artenay et à Orléans, se reformait péniblement au fond de la Sologne. Dans l'est, l'armée du général Cambriels, réduite par le feu, la fatigue et surtout les désertions, dit M. de Freycinet, se réfugiait à Besançon, abandonnant les Vosges. Aucune troupe dans le nord, dans l'ouest, de Chartres à Évreux, 30,000 gardes nationaux mobiles mal équipés, mal armés, sans canons, sans chevaux.

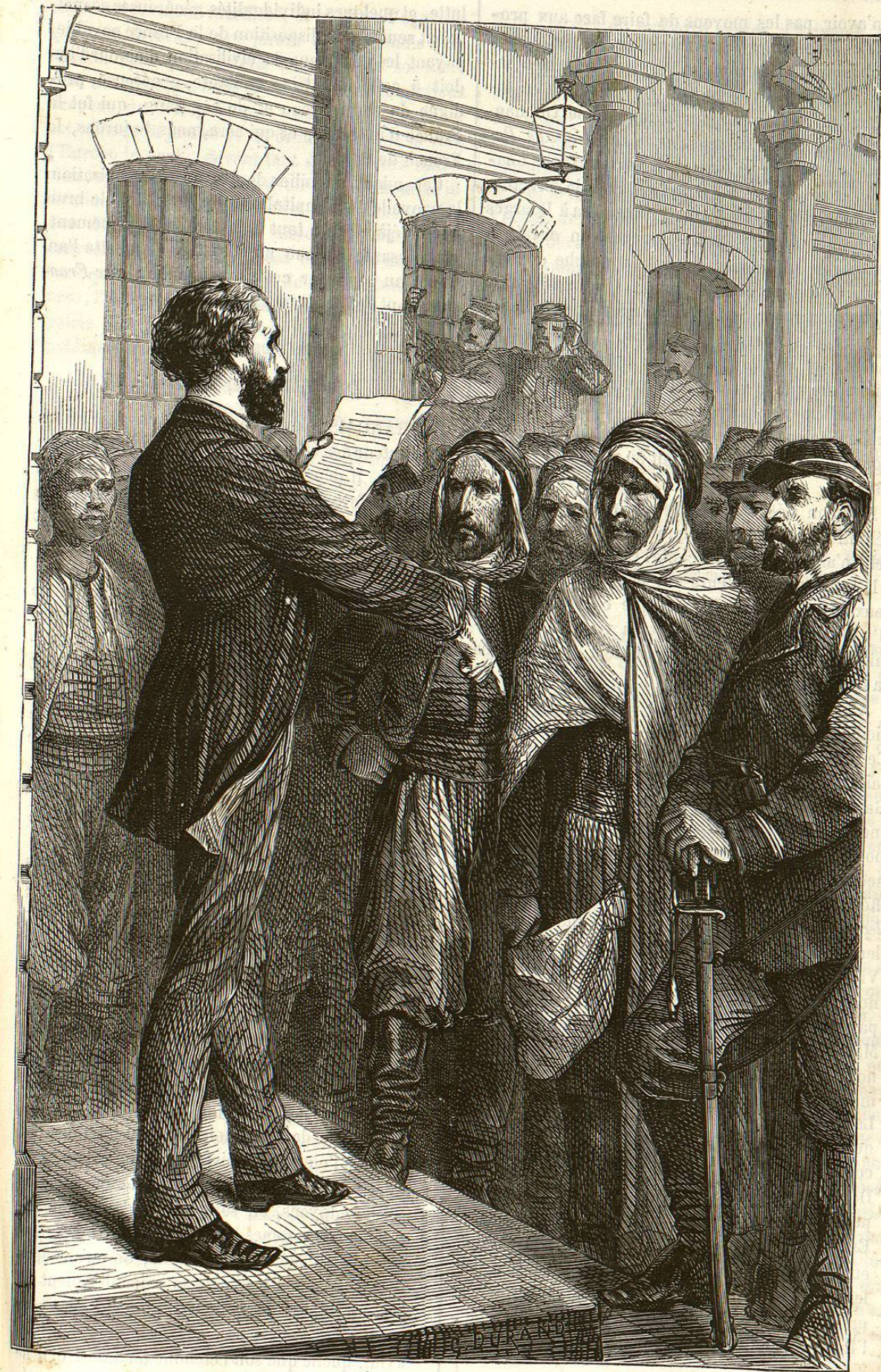
M. Gambetta, en dépit de tout, ne désespéra point du pays, et empêcha que le pays ne désespérât de lui-même.

Il prit la direction du ministère de la guerre et du ministère de l'intérieur, appela à la guerre un ingénieur alors inconnu, M. Charles de Freycinet, et le nomma son délégué. M. de Freycinet a depuis fait connaître, dans un livre excellent, les efforts tentés, les résultats obtenus par

le gouvernement de la défense en province. C'est à lui qu'il faut demander comment la France sut résister et parfois comment elle sut vaincre. Son livre n'est pas seulement un plaidoyer personnel, et, comme on l'a dit, *pro domo suo*, mais un témoignage national de la résistance d'un peuple aux abois contre l'organisation d'une armée formidable.

On ne se doute pas de l'état désespéré dans lequel se trouvait la patrie. Encore une fois, je le répète, tout manquait. Il n'y avait ni artillerie, ni munitions, ni fusils, ni intendances, ni cartes même du pays. On parvint à se procurer un exemplaire de cette carte de l'état-major français (dont étaient munis les officiers prussiens), on la reproduisit par la photographie, et on en distribua 15,000 exemplaires en quatre mois aux états-majors. On organisa un service tout nouveau, semblable à celui des *détectives* américains, le service des *reconnaisances*. On y centralisa les renseignements fournis par les maires, les cantonniers, les télégraphistes, les gardes forestiers. Chaque soir les chefs de corps recevaient de la sorte une circulaire donnant les positions exactes des corps allemands. Un bureau d'ingénieurs suivait la marche des armées sur la carte, un autre bureau examinait les inventions, les découvertes, souvent bouffonnes, excentriques, deux ou trois fois excellentes. Sans doute, encore un coup, il y eut des abus, mais le principe n'en était pas moins posé, et cette organisation nouvelle servira peut-être un jour de type à cette réorganisation militaire de notre patrie, réorganisation que la nécessité de ces temps douloureux nous impose.

Nous avons dit que le pays manquait de fusils : une commission d'armement, chargée d'accaparer les armes de tous les marchés du monde, livra en trois mois douze cent mille fusils. Disons que plus d'un chevalier d'industrie profita de cette douloureuse occasion pour se tailler une fortune dans le désastre public. Le rapport de M. Riant à l'Assemblée nationale devait plus tard (en juillet 1871) faire connaître quelques-uns de ces spéculateurs effrontés qui se font un bonheur doré du malheur de la patrie. Mais est-ce bien là la faute de ce gouvernement qui trouvait le pays sans armes et qui, coûte que coûte, le voulait armer? Tandis qu'on achetait ces fusils, on tirait des arsenaux les pièces de marine : à Nantes, à Saint-Étienne, au Creuzot, on fabriquait des canons. Bientôt chaque département allait être tenu de fournir autant de batteries d'artillerie qu'il comptait de fois 100,000 habitants. A la fin de la guerre, le ministère avait envoyé aux armées 1,400 pièces de canon. Et les munitions? On en acheta, on en fabriqua. Le public ignore, comme le dit M. de Freycinet, que la France s'est trouvée à deux doigts de sa perte, par le manque d'armes et de munitions, et que, plus d'une fois « on a craint



M. Gambetta à Tours.

de n'avoir pas les moyens de faire face aux prochaines batailles. » Pour fabriquer les cartouches de chassepot, par exemple, les manufactures manquaient de papiers découpés. On parvint à en fabriquer un million par jour à Angoulême. On manquait absolument de capsules. « *En dehors de Paris un seul homme en France, le sous-artificier Chantenay, en connaissait la fabrication.* Sous la direction du colonel d'artillerie Michel, il organisa à Bourges une fulminaterie (1). » De Bourges, on devait la transporter à Toulouse, devant l'approche de l'ennemi. C'était perdre du temps. L'administration fut un moment réduite à demander à Paris de lui envoyer des capsules par ballon. Ainsi, voilà en quel état se trouvait la France après la chute de cet empire qui se vantait de l'avoir moralement et matériellement placée à la tête du monde, voilà quelles étaient ses ressources au début de la lutte gigantesque qu'elle continuait ou plutôt qu'elle subissait.

Et qu'on s'étonne ensuite ou qu'elle n'ait point éternellement vaincu ou que son organisation nouvelle n'ait pas été impeccable ! Ceux qui ont assisté à la lutte en spectateurs ont beau jeu à critiquer ceux qui ont agi et fait quelque chose avec rien. N'y eût-il à notre gloire que la victoire de Coulmiers, notre patriotisme serait déjà consolé dans sa douleur profonde.

A partir du jour où Gambetta était venu, la période d'activité avait commencé pour la délégation. Ce jour même, tandis que le jeune tribun s'installait à la préfecture, un vieux combattant du droit, Garibaldi, apportait son épée à la France. « Oui, mes concitoyens, avait-il écrit à ses amis d'Italie, nous devons considérer comme un devoir sacré de recourir nos frères de France. » Il ajoutait que la République française, rendue à la sagesse par les leçons du passé « serait toujours l'une des meilleures colonnes de la régénération humaine. » Victor-Emmanuel n'avait pu obtenir que l'Italie nous donnât ses soldats ; Garibaldi, essayant de payer la dette contractée par sa patrie à Palestro, à Magenta, à Solferino, Garibaldi, oubliant Mentana, nous apportait son nom. Il arrivait à Tours le dimanche 9 octobre, quelques heures avant Gambetta. Le 12 octobre, il en parlait, ayant obtenu, non sans quelque peine, paraît-il, le commandement des compagnies franches dans la région des Vosges. Des Espagnols aussi étaient venus à Tours, les députés Pablo y Angulo, Tutan, le vieil Orense et Emilio Castelar, ils allaient repartir bientôt. Avec eux, arrivait une légion américaine. On eût dit que les sympathies du monde allaient droit et franchement à notre patrie frappée au cœur. Mais non, l'Europe, le monde, allait assister froidement à la

(1) Ch. de Freycinet, *la Guerre en province*, page 57.

lutte, et quelques individualités généreuses se mettaient seules à la disposition de la France envahie, payant les dettes que la civilisation d'aujourd'hui doit à cette initiatrice vaillante, généreuse, prodigue de son cerveau et de son sang, qui fut la France d'autrefois, et qui sera, nous le jurons, la France de demain.

Cependant, au milieu des travaux d'organisation, la nouvelle de la capitulation de Metz, dont le bruit avait déjà circulé tout bas, tomba brusquement, retentissante comme un désastre. Gambetta l'annonça au pays par cette proclamation aux Français, dont l'effet fut électrique :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité,

« FRANÇAIS, élevez vos âmes et vos résolutions à la hauteur des effroyables périls qui fondent sur la patrie. Il dépend encore de nous de laisser la mauvaise fortune et de montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'exalte au sein même des catastrophes.

« Metz a capitulé. Un général sur qui la France comptait, même après le Mexique, vient d'enlever à la patrie en danger plus de cent mille de ses défenseurs. Le général Bazaine a trahi, il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur, et au mépris de l'honneur de l'armée dont il avait la garde, il a livré, sans même essayer un suprême effort, cent vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses fusils, ses canons, ses drapeaux et la plus forte citadelle de la France, Metz, vierge jusqu'à lui des souillures de l'étranger.

« Un tel crime est au-dessus même des châtiments de la justice ; et maintenant, Français, mesurez la profondeur de l'abîme où nous a précipités l'empire. Vingt ans la France a subi ce pouvoir corrompue qui tarissait en elle toutes les sources de la grandeur et de la vie.

« L'armée de la France, dépouillée de son caractère national, devenue sans le savoir un instrument de règne et de servitude, est engloutie, malgré l'héroïsme de ses soldats, par la trahison des chefs, dans les désastres de la patrie.

« En moins de deux mois, 220,000 hommes ont été livrés à l'ennemi ; sinistre épilogue du coup de main militaire de décembre ! Il est temps de nous ressaisir, citoyens, et, sous l'égide de la République, que nous sommes bien décidés à ne laisser capituler ni au dedans ni au dehors, de puiser dans l'extrémité de nos malheurs le rajeunissement de notre moralité et de notre virilité politique et sociale.

« Oui, quelle que soit l'étendue du désastre, il ne nous trouve ni consternés ni hésitants. Nous sommes

prêts aux derniers sacrifices, et en face d'ennemis que tout favorise, nous jurons de ne jamais nous rendre. Tant qu'il restera un pouce du sol sacré sous nos semelles, nous tiendrons ferme le glorieux drapeau de la République française. Notre cause est celle de la justice et du droit. L'Europe le voit, l'Europe le sent ; devant tant de malheurs immérités, spontanément, sans avoir reçu de nous ni invitation ni adhésion, elle s'est émue, elle s'agite. Pas d'illusions, ne nous laissons ni alanguir ni énerver, et prouvons par des actes que nous voulons, que nous pouvons tenir de nous-mêmes l'honneur, l'indépendance, l'intégrité, tout ce qui fait la patrie libre et fière ! Vive la France ! Vive la République, une, indivisible !

« Les membres du gouvernement :

« CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, GAMBETTA. »

Quelques-uns, les intéressés, s'efforçant de faire croire que cette proclamation au peuple était une sorte d'insulte à l'adresse de l'armée, M. Gambetta lança bientôt après cette proclamation à l'armée :

« Soldats !

« Vous avez été trahis, mais non déshonorés ! Depuis trois mois, la fortune trompe votre héroïsme. Vous savez aujourd'hui à quels désastres l'ineptie et la trahison peuvent conduire les plus vaillantes armées.

« Débarrassés de chefs indignes de vous et de la France, êtes-vous prêts, sous la conduite de chefs qui méritent votre confiance, à laver dans le sang des envahisseurs l'outrage infligé au vieux nom français ?

« En avant ! vous ne lutterez plus pour l'intérêt ou les caprices d'un despote : vous combattrez pour le salut même de la patrie, pour vos foyers incendiés, pour vos familles outragées, pour la France, notre mère à tous, livrée aux fureurs d'un implacable ennemi. Guerre sainte et nationale, mission sublime, pour le succès de laquelle il faut, sans jamais regarder en arrière, nous sacrifier tous et tout entiers.

« D'indignes citoyens ont osé dire que l'armée avait été rendue solidaire de l'infamie de son chef. Honte à ces calomnieux, qui, fidèles au système des Bonapartes, cherchent à séparer l'armée du peuple, les soldats de la République !

« Non ! non ! j'ai flétri, comme je le devais, la trahison de Sedan et le crime de Metz, et je vous appelle à venger votre propre honneur qui est celui de la France !

« Vos frères d'armes de l'armée du Rhin ont déjà protesté contre ce lâche attentat, et retiré avec horreur leur main de cette capitulation maudite.

« A vous de relever le drapeau de la France, qui,

dans l'espace de quatorze siècles, n'a jamais subi pareille flétrissure !

« Le dernier Bonaparte et ses séides pouvaient seuls amonceler sur nous tant de honte en si peu de jours ! Vous nous ramènerez la victoire ; mais sachez la mériter par la pratique des vertus républicaines, le respect de la discipline, l'austérité de la vie, le mépris de la mort. Ayez toujours présente l'image de la patrie en péril ; n'oubliez jamais que faiblir devant l'ennemi à l'heure où nous sommes, c'est commettre un parricide et en mériter le châtiement.

« Mais le temps des défaillances est passé, c'est fini des trahisons ! Les destinées du pays vous sont confiées, car vous êtes la jeunesse française, l'espoir armé de la patrie : vous vaincrez ! et après avoir rendu à la France son rang dans le monde, vous resterez les citoyens d'une République paisible, libre et respectée.

« Vive la France !

« Vive la République !

« Le membre du gouvernement, ministre de l'intérieur et de la guerre,

« LÉON GAMBETTA. »

Ces proclamations avaient singulièrement surexcité l'ardeur de la nation et celle de cette armée qu'on reformait le plus activement possible en Sologne. Tandis que le gouvernement, à Paris, espérait la conclusion de l'armistice après le 31 octobre, Gambetta décrétait, le 3 novembre, la formation de 12 batteries de mitrailleuses de garde nationale mobile, dans les sept départements de Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure, Charente, Vendée, Gironde, Basses-Pyrénées, et, le 5, il ordonnait la levée en masse et la mobilisation de tous les hommes valides de vingt et un à quarante ans, mariés ou veufs avec enfants (1).

Cependant, l'armée de la Loire était formée en Sologne où se trouvait le 15^e corps, sous le commandement du général d'Aurelles de Paladines, et à Blois et à Bourges où se forma, dans la seconde quinzaine d'octobre, le 16^e corps, placé le 2 novembre sous le commandement du général Chanzy. Bientôt le général d'Aurelles de Paladines allait être nommé commandant en chef de l'armée de la Loire, et le général Martin des Pallières le remplaçait à la tête du 15^e corps. Cette armée, composée de régiments de marche, cavalerie ou infanterie, pris dans les dépôts, et de bataillons de gardes mobiles, portait tous les caractères d'une organisation hâtive. Ces jeunes troupes, équipées tant bien que mal, couvertes de vêtements insuffisants, n'en étaient pas moins animées d'un ardent désir de combattre. Elles allaient bien le prouver.

(1) Ces décrets, d'ailleurs, ne furent pas exécutés.